Séance publique du 10 octobre 2006

Délibération n° 2006-3625

commission principale : déplacements et urbanisme

objet : **Délégation des aides au logement de l'Etat - Centre ressources pour l'intégration par le logement et pour la lutte contre les discriminations - Subvention à l'Association villeurbanaise pour le droit au logement**

service : Délégation générale au développement urbain - Direction des politiques d'agglomération - Mission habitat

Le Conseil,

Vu le rapport du 20 septembre 2006, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Par délibération n° 2006-3198 en date du 23 janvier 2006, la Communauté urbaine a décidé de conclure avec l'État une convention par laquelle celui-ci lui délègue le pouvoir de décider et de distribuer ses aides au logement social.

L'Association villeurbanaise pour le droit au logement (AVDL) mène, depuis 20 ans, de nombreuses actions qui visent à améliorer les conditions de logement et d'accès au logement des ménages défavorisés. De 2003 à 2005, l'association a conduit un projet dénommé Parcours logement en questions, qui a mis en valeur les difficultés rencontrées par de nombreux ménages en raison de pratiques discriminatoires. C'est la raison pour laquelle l'association a défini un projet de centre ressources pour l'intégration par le logement et pour la lutte contre les discriminations, dans le cadre du Plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées (PDALPD).

A cette fin, elle a déposé une demande de subvention auprès de l'État.

Après instruction conjointe avec les services de l'État, il est proposé de répondre positivement à l'AVDL en lui accordant une subvention de 10 000 €. Cette somme lui sera versée après production d'un rapport d'activités, qui mettra notamment en valeur le nombre de situations traitées et les résultats enregistrés ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de sa commission déplacements et urbanisme ;

DELIBERE

1° - Approuve l'attribution d'une subvention de 10 000 € à l'Association villeurbanaise pour le droit au logement, à imputer sur les crédits des aides à la pierre de l'État délégués à la Communauté urbaine.

2° - Autorise monsieur le président à signer la convention avec l'AVDL.

3° - Les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits inscrits et à inscrire au budget de la Communauté urbaine - exercices 2006 et suivants - compte 657 480 - fonction 824.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,